

SERVICES PUBLICS, SALAIRES, RETRAITES : EN GRÈVE LE 1ER OCTOBRE !

POURQUOI LE 1ER OCTOBRE ?

Le 1er octobre est la date butoir fixée par la loi pour que le projet de loi des finances (PLF) soit déposé au Parlement.

C'est notamment de ce budget que dépendra le financement des services publics dont celui d'éducation.

Or il n'a échappé à personne que le camp présidentiel et la droite n'ont cessé de parler du dérapage des comptes publics, de la dette, préparant les esprits à des mesures austéritaires.

POURQUOI FAIRE GREVE ?

POUR LES SERVICES PUBLICS

Les services publics ont été profondément dégradés depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Dans l'éducation, en 7 années de rentrées préparées sous sa présidence, 8 865 emplois d'enseignants ont été supprimés dans le second degré public pour 7 441 élèves en plus. Ces suppressions d'emplois dégradant toujours plus les conditions de travail des personnels et d'études des élèves.

Et un rapport récent de l'inspection générale envisage encore des fermetures de classes (entre 1 005 et 1 436 en collège par exemple) sous prétexte de la baisse démographique à venir. Ceci alors que les effectifs des classes en France sont parmi les plus élevés d'Europe.

POUR LES SALAIRES

Alors que la session 2024 des concours de recrutement n'a pas fait le plein (une année encore !), aucune mesure salariale n'est annoncée pour 2024 ni 2025. L'inflation, elle, continue de progresser.

Dans ces conditions, le pouvoir d'achat des personnels de l'éducation nationale poursuit sa baisse.

Rappelons aussi qu'un-e AESH en CDD, avec une quotité de 62% ne gagne que 917 euros mensuels.

Le Pacte n'a lui concerné qu'un quart des collègues et a profondément abîmé nos métiers et les collectifs de travail.

POUR LES RETRAITES

La réforme des retraites a connu une opposition majoritaire dans la rue et dans la société. Cette réforme reste injuste et aggrave les inégalités.

Or le nouveau 1er ministre n'envisage ni de toucher au "cadre financier de la réforme", ni de rabaisser l'âge légal de départ.

N'oublions pas que les exonérations de "charges" voulues par la droite sont autant de manque à gagner pour la Sécurité Sociale, ses branches maladie et retraite...

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE !

Le gouvernement Barnier chargé de préparer le budget a été voulu par Emmanuel Macron contre le résultat des élections législatives.

Après avoir refusé une première ministre proposée par le Nouveau Front Populaire, E. Macron a promu Michel Barnier, issu du parti comptant le moins d'élus à l'Assemblée Nationale. Ce dernier a composé un gouvernement faisant la part belle aux représentants LR et macronistes, pourtant défaits dans les urnes.

Ce sont les mêmes qui par leur politique ont affaibli l'Etat en le privant de recettes fiscales et ont fragilisé les services publics en choisissant d'aider prioritairement les entreprises privées, sans que ces aides n'aient d'effet sur l'emploi et sans contreparties sociales et environnementales.

NOUS EXIGEONS :

- L'abandon du "Choc des savoirs" et une diminution des effectifs des classes ;
- Des mesures pour améliorer la qualité des services publics et assurer leur présence sur tout le territoire ;
- Une vraie politique d'attractivité des métiers de la fonction publique par l'augmentation des rémunérations et l'amélioration des conditions de travail ;
- L'abrogation de la réforme des retraites.

Cela implique un budget qui augmente les dépenses publiques et donc les recettes de l'Etat, en s'appuyant sur une plus grande justice et efficacité fiscales.



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

1er octobre 2024
JOURNÉE
INTERPROFESSIONNELLE UNITAIRE

RÉMUNÉRATIONS
EMPLOIS
BUDGETS

Mobilisons-nous pour
la Fonction publique et les services publics !

MANIFESTATION - RENDEZ-VOUS A 14H
PLACE KLEBER A STRASBOURG
PLACE DE LA BOURSE A MULHOUSE